

Ici, Ensemble

Le Journal de l'amitié politique entre les habitants du pays

Prix : 1 €

~ Editorial ~

Nos propositions

1 — Dans la situation actuelle, le point essentiel de la faiblesse de bon nombre de gens qui essaient de faire face aux lois, réglementations, réformes mises en place par le gouvernement vient du fait qu'ils pensent et agissent dans le cadre que leur fixe l'état (l'état, entendu ici comme appareil politique déployé : gouvernement, partis, syndicats, institutions...).

Cela a comme conséquences qu'à une réforme certains se voient obligés d'opposer une contre-réforme ou un face à face stérile avec le gouvernement ; à une violence policière et institutionnelle on en appelle à une violence révolutionnaire qui bien sûr n'a pas lieu ; à un PS en dégringolade et à l'agonie, on propose un "nouveau" parti etc...

Dans tous les cas, le "tempo" est donné par la politique étatique, via le parlementarisme démocratique, avec ses échéances, ses propositions, ses actes. Et bien sûr pour s'opposer de façon "visible et médiatique", il reste l'immuable "grande manifestation" dite unitaire, suivie du vote.

Voilà le cadre politique qui est prescrit à chacun de nous, et auquel il faudrait se conformer, car tout autre chemin est déclaré impensable et impraticable par bon nombre d'intellectuels

corrompus et bien sûr par l'ensemble des professionnels de la politique (professionnels dans le sens où ils en font leur métier, leur salaire, leur carrière...).

2 — Pour notre part, nous travaillons et nous proposons à faire **une politique du côté des gens, à distance de l'état.**

A distance de l'état veut tout simplement dire que quand des gens s'organisent eux-mêmes, autour de principes pour tous, pour de l'égalité et de la justice, une nouveauté est là, et un autre possible, impensable jusqu'à présent, prend forme.

Des ouvrier(e)s qui s'adressent à tous pour gagner les droits et le respect de chacun ; des habitant(e)s de quartiers populaires qui réfléchissent ensemble au triste et injuste sort qui est fait à la jeunesse populaire et qui cherche à ouvrir à autre chose ; ces mêmes, ou d'autres habitants, qui ouvrent des brèches dans la politique oppressive dite "sécuritaire" ; des gens différents qui se regroupent pour que le pays soit pour tous ceux qui sont là ; d'autres qui se réunissent pour que l'école soit pour tous les enfants, et cela à égalité : tout cela, **tous ces processus politiques sont bien possibles**, nous les pensons et les mettons en oeuvre.

3 — Les gens organisés à partir d'une telle politique ne se laissent pas enfermer et mettre dans les cases prévues pour eux par les "spécialistes" de la politique. La distance à l'état, c'est aussi cela : décider soi-même, dans un processus organisé avec d'autres, ce que l'on est, ce que l'on pense, là où on décide d'être. Cela est d'autant plus important que la volonté de l'état aujourd'hui est double :

- elle est non seulement de rentrer de manière objective dans la vie des gens, (par la contrainte de lois de plus en plus nombreuses et un pouvoir sans limite donné à la police) afin de décider de qui peut vivre ici, de qui doit épouser qui, de qui doit être contrôlé et surveillé, de qui doit être "choisi" pour travailler, étudier, se soigner...
- mais aussi de rentrer de manière subjective dans la vie des gens : la propagande est là pour dire ce qu'est "un jeune de banlieue", "un immigré", "un français", "un habitant de quartier

sensible" etc...Des catégories politiques sont créées de toute pièce, bien sûr mises en opposition les unes par rapport aux autres. Le but étant de travailler à une séparation du peuple.

4 — Une des tâches d'aujourd'hui, pour quiconque veut une politique qui va vers l'égalité, est certainement de travailler à "vider" l'état de sa puissance politique, normative et prescriptive sur la vie des gens. Nous ne le "viderons" qu'au fur et à mesure que des capacités politiques populaires seront en mesure de prescrire et d'élaborer les principes et les organisations pour une politique du côté des gens, du côté de l'égalité, du respect et des droits pour tous. Une politique faite par les gens eux-mêmes.

Ce numéro de "*Ici, Ensemble*" montre certains aspects de ce travail. Ce sont autant de propositions faites à chacun.

Jean-Louis



L'ouvrier compte, son travail compte, sa vie compte !

Nous avons commencé à diffuser le texte qui suit auprès des ouvrier(e)s de l'usine Freescale (ancienne Motorola) à Toulouse. Comme vous le savez sûrement, cette usine doit être fermée prochainement, ou du moins plus de 800 licenciements y sont annoncés par la Direction.

Notre propos n'est pas d'appeler à une mythique "convergence des luttes" sur l'idée "nous avons les mêmes ennemis et les mêmes intérêts", mais d'intervenir pour ouvrir de nouveaux chemins politiques possibles.

A partir de ce texte nous allons ouvrir des discussions à la porte de l'usine. Toute personne voulant y participer peut prendre contact pour les dates et heures d'interventions.

1°) Nous venons à la porte de votre usine pour discuter avec vous de la situation qui est faite aux ouvriers en France.

Nous sommes des ouvrier(e)s privés de papiers parce que le gouvernement a décidé de ne pas nous les donner ou de ne pas nous les renouveler. Il a décidé de nous mettre dans une situation où tous nos droits sont supprimés.

Pourtant nous travaillons, nous cotisons, nous participons à la vie du pays.

2°) Dans notre Collectif, nous faisons un travail politique pour tous : **on demande le respect et les droits pour tous, pas pour certains, pas pour quelques-uns.**

Est-ce que l'ouvrier compte, est-ce que son

travail, ses années passées à l'usine au chantier à l'atelier sont reconnus ?

Nous disons oui, que tout cela doit être reconnu et c'est le sens de notre bataille pour les droits, contre l'expulsion, pour le respect de chacun.

3°) Nous venons le discuter avec vous à qui le patron dit : "*On vous a fait travailler des années à l'usine, mais maintenant dehors, on n'a plus besoin de vous*"

A l'usine, se met en place l'idée de "l'ouvrier choisi" : celui qui reste, qui ne fera pas partie des licenciés. C'est exactement le principe de "**l'immigration choisie**" qui a été mise en place pour les ouvriers de nationalité non française. Pour celui qui n'est pas « choisi », c'est le licenciement, ou l'expulsion.

A cela nous disons : nous ne sommes pas comme des tomates que l'on choisit sur un marché : notre vie compte, notre travail compte, les années passées ne doivent pas être rayées comme si rien n'avait eu lieu.

4°) Ce qui est important, **c'est d'abord qu'on se rencontre**, nous les ouvriers de ce pays, que l'on soit français ou étranger, avec ou sans papier, tout cela n'étant qu'un statut juridique.

Ce qui est important, c'est qu'on est les mêmes, c'est-à-dire dans le même pays et qu'on y fait le travail dur. Il reste à savoir si cela compte ou non.

La force du gouvernement et des puissants, c'est qu'ils ont une politique pour nous séparer, nous les gens du peuple, nous les ouvriers. Tant que ça marche comme cela, ils ne risquent rien, ils peuvent écraser les gens les uns après les autres.

Notre force à nous, ce qui va vraiment inquiéter le gouvernement, c'est que des ouvriers comme vous et nous osent se rencontrer, discuter, s'organiser ensemble.

5°) **Nous proposons une première chose à celle et celui qui le veut** : nous rencontrer et voir si on a des choses à dire ensemble, pour les droits pour tous, pour que la vie de l'ouvrier, de chaque ouvrier, soit prise en compte.

Pour ouvrir le débat, nous vous disons pourquoi on se bat contre la politique de l'expulsion, pourquoi cela concerne tout le monde dans le pays. C'est le sens du 2° texte que nous vous donnons et qui s'intitule : **"L'expulsion est une politique contre le pays"**.

6°) Dites nous ce que vous en pensez.

Le Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici, et leurs amis

Quand le gouvernement propose d'être "français et fier de l'être" au nom des expulsions et de la persécution des ouvriers étrangers et de leur famille.

Lisez le texte daté du 31 mars 2009, signé de Sarkozy et Fillon et intitulé "Lettre de mission à M. Besson, Ministre de l'immigration et de l'identité nationale".

Lisez-le et prenez position ! Voilà que l'état vous, nous, propose une définition "du français", de "son identité", et tant qu'à faire de "sa fierté" ! Nous allons enfin savoir qui nous sommes ou plutôt ce que nous devons être et penser pour pouvoir être pris en compte comme bons citoyens.

La proposition principale de ce texte est la suivante : être français, être reconnu comme citoyen, passe par adhérer à la politique de persécution que déploie le gouvernement à l'encontre des ouvriers, des étudiants, des malades, des réfugiés sans-papiers. Cela n'a jamais été dit aussi clairement et de manière aussi explicite.

Nous avons décidé de prendre le temps de lire cette "lettre de mission" ensemble, de l'étudier et de l'analyser en réunions. Nous pensons qu'elle marque une étape nouvelle dans la politique étatique actuelle, notamment par la volonté d'axer le Ministère sur une prétendue "identité et fierté françaises" qui se construit dans la persécution d'une partie d'entre nous. Nous insistons pour parler de politique "étatique" dans le sens où elle n'engage pas que le gouvernement, mais l'ensemble de ceux qui ont prétention à gérer l'état. En effet 2 remarques là-dessus. La première : Besson est le destinataire, chef de ce sinistre ministère, ancien du PS, rallié sans problème à la thématique identitaire ; la seconde : qui dans l'opposition a pris position sur ce texte, sa signification profonde ? Personne. Silence vaut accord. Il est d'ailleurs significatif que toute les réactions médiatisées se soient focalisées sur un seul aspect : ce qui a été appelé le "délit de solidarité". Mais il est clair que cette "lettre de mission" a bien d'autres objectifs.

L'article qui suit reprend point par point la "lettre de mission" (téléchargeable sur le site du Ministère de l'immigration) et ouvre à des propositions de travail. (Les phrases en italique et entre guillemets sont des citations extraites de cette lettre).

Le préambule de cette lettre est un satisfecit pour le gouvernement et parle *"d'oeuvre accomplie considérable"*.

De quelle "oeuvre" s'agit-il ? Nous avons retenu 2 points :

La création du ministère permet de *"couvrir l'ensemble du parcours d'un étranger en France, depuis l'accueil au consulat jusqu'à l'intégration dans notre pays et l'éventuel accès à la nationalité française, ou le retour vers le pays*

d'origine".

Le contentement annoncé vient donc du fait que maintenant les services de l'Etat ont une "traçabilité" complète sur une partie de la population ; cela correspond à la volonté politique de décider de la vie des gens où tout doit être contrôlé d'un bout à l'autre. Ce thème est présenté comme une évidence qui ne mérite aucune contestation. Les gens concernés se retrouvent prisonniers d'un système, mis dans un

moule avec interdiction d'en sortir. Les choix de vie ne sont plus l'affaire des gens eux-mêmes, mais l'affaire de l'Etat. Comme le dit un ami ouvrier sans-papier du Rassemblement: **"Avec cette politique, tu n'as plus de choix à faire, tout est décidé à ta place. Il nous faut faire respecter les choix des gens"**.

• Bien sûr les expulsions, appelées *"éloignements forcés"*, tiennent une place importante dans *"l'oeuvre accomplie"*. Les vies brisées, la violence et l'humiliation faites aux étudiants, ouvriers, malades, réfugiés...tout cela est appelé *"résultats satisfaisants"*.

D'autre part, le travail des gens est attaqué, il est qualifié de *"clandestin"* comme s'il n'existait pas, comme s'il n'avait pas de valeur. Mais comme le disent nos amis : **"notre travail se voit, les routes, les maisons, les bâtiments, les fruits et légumes sur les marchés, les plats confectionnés et servis dans les restaurants... tout cela n'a rien de clandestin ; ce sont nos droits, liés au travail, qui le sont devenus. A nous d'affirmer que le travail (actuel et passé) des gens compte, qu'il doit être respecté et ouvrir aux droits."**

La lettre continue par *"je vous demande de consolider ces succès (...) autour de 5 priorités"*. Nous allons les reprendre dans l'ordre :

1) Le choix et le tri des gens qu'opère l'Etat (par l'expulsion massive ou l'obtention de papiers) est justifié par le fait que *"ce droit constitue le fondement même de la souveraineté d'un Etat"*. Il est clairement énoncé que c'est à l'Etat que revient la décision et que la vie et le choix des gens n'ont pas à être pris en compte. La thématique de *"l'immigration choisie"* est à l'oeuvre et elle prend là tout son sens : il y a des gens dont la vie ne compte pas, et de toute façon la valeur de la vie de chacun est donnée par la loi, donc par la décision étatique et administrative.

De ce choix politique découlent des objectifs ciblés minutieusement déclinés :

- 27000 expulsions à réaliser pour l'année 2009.
- Volonté annoncée de modifier le cadre législatif des recours en *"simplifiant son contentieux"*, ce qui veut dire enlever les possibilités, non pas de contester un refus de séjour, mais de pouvoir gagner en justice contre la rétention et l'expulsion.

• *"Optimiser l'usage de la biométrie"* : contrôles et surveillances technologiques accrus des personnes.

• *"Accroître la surveillance de l'entrée en Europe"* : c'est à dire rendre l'Europe inaccessible aux pauvres d'Afrique. Cela se fait par la force armée inter-européenne appelée FRONTEX. Il est à noter à ce sujet qu'il s'agit de la seule force militaire que l'Europe est capable de créer en commun ! Cela en dit long sur les buts assignés à l'Europe : se refermer sur une vieille richesse en perdition en montant des murs, des barrières, des dispositifs de guerre contre les plus pauvres. Plusieurs centaines de personnes meurent chaque année en mer par la seule volonté des Etats européens de ne pas délivrer de visas.

• Répression de *"l'aide illicite à l'entrée et au séjour d'immigrés en situation irrégulière en opérant 5000 interpellations pour 2009"*. Il faut bien voir que ceux qui sont visés principalement par cette mesure ce ne sont pas les "personnalités connues" mais les familles, les amis, les proches qui hébergent, aident au quotidien des sans-papiers : un fils, une fille, un oncle, un neveu, un voisin du village d'origine... La mesure proposée vise à terroriser les proches, à diviser les familles, à isoler les sans-papiers.

• Diminuer les possibilités de régularisation dans le cadre de la *"vie privée et familiale"* : les mariages sont ciblés et deviennent soit *"forcés"*, soit *"de complaisance"*. C'est la première fois que l'on voit l'Etat s'arroger le droit de décider qui doit épouser ou ne pas épouser qui ! Tout cela bien sûr au nom d'une morale républicaine. C'est aussi le droit au regroupement familial qui est visé avec la volonté de le détruire : la vie privée et familiale n'a plus de valeur.

• Tentative de mettre en concurrence pour le travail et le logement les ouvriers avec papiers (français ou non) et ceux sans-papiers : la régularisation massive sur la base du travail est écartée car *"la priorité absolue doit aller au retour à l'emploi des personnes qui en sont privées"*. Cela est avancé alors que chacun sait maintenant que la plupart des ouvriers sans-papiers travaillent ! Il s'agit pour le gouvernement de faire croire qu'une partie du chômage est la faute des étrangers, et qu'ainsi la préférence nationale si chère à Le Pen et au FN est justifiée. C'est une proposition de mise en guerre des gens entre eux.

• Il est annoncé une précarisation des titres de séjour liés au travail : *"l'immigration professionnelle devra être prise en compte sous toutes ses formes (...) je vous demande d'axer cette ouverture sur le développement de l'immigration de mobilité (...) au moyen de visas de circulation, de cartes de séjour saisonnier, ainsi que de toutes les solutions juridiques permettant la mobilité sans ouvrir droit à une résidence définitive"*. Pour qui connaît la loi CESEDA et son application directe dans la vie des gens, il est clair qu'il s'agit là de la suppression dans les faits de la carte de résident de 10 ans. Ce qui fait dire à certains ouvriers sans-papiers : **"c'est comme le travail temporaire, tu as une vie temporaire"**.

II) La seconde priorité déclinée concerne la politique d'asile. Après les habituelles hypocrisies de circonstance (*"tradition républicaine", "impératif juridique", "exigence morale..."*) il est rappelé que les demandes d'asiles ne sont pas fondées car elles sont soit *"frauduleuses", "abusives", "détournement de procédures"*. Donc-là, pas de grande nouveauté, si ce n'est de confirmer qu'il n'y a plus de droits d'asile et d'accueil de réfugiés digne de ce nom en France.

III) Vient ensuite le volet sur *"l'intégration"*. Comme à son habitude, Sarkozy reprend l'argument, qui est devenue une "vérité" de propagande : *"les politiques d'intégration n'ont pas atteint leur objectif"*. Cette partie n'avance rien de bien nouveau par rapport à la propagande de ces 28 dernières années pour ancrer comme une évidence qu'il existe en France *"des immigrés"* et qu'on les reconnaît car ils sont porteurs de problèmes : *"chômage", "tensions urbaines", "dérives communautaristes", "concentrations urbaines"...* Elle vise simplement à conclure ceci : si *"l'immigré"* existe comme catégorie politique, alors le *"français"* peut et doit lui aussi exister comme catégorie politique opposée. Ce qui permet de passer à la partie suivante, véritable proposition politique criminelle pour le pays tout entier et son devenir.

IV) La proposition principale de ce texte est intitulée *"la promotion de notre identité nationale doit être placée au coeur de votre action"*. Il est significatif que cela arrive après le détail minutieux des procédures mises en oeuvre pour séparer les gens entre français et immigrés (au nom de l'intégration non réussie et non réalisable), et par le détail, lui aussi minutieux de

la persécution à mener et que nous avons analysé plus haut.

La nouveauté est là : l'Etat a décidé de définir *"ce que signifie être français"*. Il est clairement explicite que cela doit devenir non seulement une question politique majeure, mais aussi qu'il est du ressort de l'Etat de le formuler.

Tout est dit avec cette phrase : *"la citoyenneté, ce n'est pas une utopie qui rejette la nation et l'état de droit, c'est la participation et l'adhésion active aux règles qui permettent de vivre ensemble dans notre République"* et plus loin *"nous devons assumer mais aussi célébrer (...) la fierté d'être français"*.

Il est bien entendu que les *"règles"*, ce sont les lois. Autrement dit : est considéré comme bon citoyen français celui qui accepte les lois sans broncher. Après *"l'immigré choisi"* nous arrivons au *"citoyen choisi"* !

• **"c'est comme le travail temporaire, tu as une vie temporaire"**.

Il s'agit d'une politique identitaire affirmée, où être *"français"* se définit avant toute chose comme ne pas être *"immigré"*.

Qui est *"immigré"* alors pour l'état ?

Si on prend ce point à l'envers, il est sûr que Dati et Yade ne peuvent pas être considérées comme *"immigrées"* car elles sont militantes des lois de persécution envers les *"immigrés clandestins"*, et elles sont même à ce titre élevées au rang de citoyennes françaises exemplaires ! Il est donc clair que quiconque agit de la sorte est accueilli dans la République et la Nation telles que définies par l'état : être français dans ce cas n'est plus un acte administratif mais devient un acte et une catégorie politique.

Ainsi, aimer la France revient à aimer l'état, ses partis, ses lois... en aucun cas les gens comme ils sont, comme ils se définissent eux-mêmes. Être fier d'être français, c'est être fier des efforts de guerre et de la persécution contre les plus faibles.

Nous proposons depuis longtemps une toute autre thématique : pour nous la question n'est pas identitaire. Elle n'est donc pas : "qu'est-ce qu'être français", mais elle est universelle et pour tous : **"Qu'est-ce qu'être de France ? Quel pays voulons nous ?"**

Nous pouvons déjà répondre et affirmer que c'est être porteur d'un projet en action, d'une politique pour tous, avec les gens tels qu'ils sont. C'est une idée nouvelle et moderne du pays qui se donne dans une politique où qui vit ici, est considéré comme étant d'ici. C'est travailler à ce que le pays soit pour tous, à égalité, contre les politiques qui justifient les privilèges et la

persécution des plus faibles.

V) Le dernier point évoqué est "le développement solidaire". Nous reviendrons prochainement là-dessus, mais nous pouvons citer : "Les transferts d'argent vers les pays d'origine dépassant le montant global de notre aide publique au développement, je vous demande également de réfléchir à des solutions permettant de mieux valoriser l'effort d'épargne des migrants, souvent considérable, et de favoriser l'orientation de cette épargne vers des projets qui contribuent pleinement au développement de leur pays d'origine". En clair : comment capter l'argent des ouvriers étrangers afin qu'il n'échappe ni aux états ni aux banques.

En conclusion : cette lettre de mission est une véritable déclaration inégalitaire, qui propose

"l'identité française" comme point de consensus et de ralliement à l'état et à la politique sarkozyste.

C'est un texte pour mettre en place de façon définitive la séparation des gens.

Notre décision de mener bataille pour la dissolution de ce Ministère et de ce qu'il représente en est renforcée. Nous appelons chacun à s'y associer.

Notre proposition de politique à distance à l'état prend tout son sens dans ce

cas précis :

ce n'est en aucun cas à l'état, au gouvernement de décider qui nous sommes ou ce que nous décidons d'être. **A la place du "français" ou de "l'immigré" il est possible de formuler et de faire vivre concrètement ce que c'est qu'être ici, de France, ensemble.**

Jean-Louis, à partir des réunions de travail



Le texte qui suit est un communiqué rédigé par des habitants du quartier de Reynerie et adressé à tout le monde (habitants, institutions, presse...). Il ouvre à une nouvelle façon de penser et d'aborder la question de la police, si présente et oppressive dans les quartiers populaires au nom du "sécuritaire" et pourtant si inefficace pour la tranquillité des habitants !

Communiqué de "Gens de Reynerie solidaires" à propos des agressions qui ont lieu.

1°) **Les faits:**

- Depuis 2 mois 19 agressions ont eu lieu à notre connaissance. Au même endroit (résidence du Lac) et dans les mêmes conditions ; c'est aussi le même agresseur avec son couteau.
- Des plaintes ont été déposées au commissariat de Bellefontaine, pour certaines difficilement acceptées par la police, et les gens très souvent mal reçus.

2°) Nous sommes très étonnés qu'après 2 mois d'agressions, le coupable n'ait toujours pas été arrêté (la dernière agression connue par nous remonte au mercredi 27/05).

De toute évidence, il ne s'agit pas d'un "gang" ou d'une "bande organisée", mais d'un individu "en manque" qui agresse pour de petites sommes d'argent.

Il n'y a donc pas là de filière ou de réseau à démanteler. L'affaire ne semble pas extrêmement difficile à résoudre au vu des forces policières existantes actuellement.

Nous nous interrogeons donc sur les raisons de cette absence d'intérêt de la part de la police et de la Préfecture.

3°) Nous sommes convaincus de la compétence de la police à résoudre une telle affaire de délinquance banale de "premier niveau". Cette absence de résultat nous semble plutôt relever des choix faits par la police et de ses priorités.

Pour nous, la question est celle de la tranquillité des habitants du quartier. De toute évidence les autorités policières ne font pas ce choix. Ce qui est choisi, ce sont les contrôles d'identité massifs et une visibilité des forces de police au nom du "sécuritaire".

• **Les contrôles d'identité massif :** c'est le choix de considérer tous les habitants comme des coupables en puissance, et cela provoque la méfiance.

• **Laisser traîner une affaire aussi banale :** c'est le choix de laisser s'instaurer la peur chez

les habitants et d'encourager de nouvelles agressions.

4°) ***Nous proposons aux habitants de réfléchir à ces questions et de venir en débattre à la prochaine réunion.***

Pour la date et le lieu, téléphonez au : 06-13-06-94-62

PS : L'année dernière, une série d'agressions violentes ont eu lieu entre la fac du Mirail et la station de métro. De nombreuses étudiantes ont été prises à partie et ont été sérieusement

blessées. Il a fallu près d'un an avant l'arrestation des quelques jeunes coupables.

Déjà à ce moment-là, nous étions quelques-uns à poser la question de la lenteur mise pour faire cesser ces agressions. La riposte policière a consisté en un déploiement policier massif à certains moments, avec de nombreux contrôles d'identité. Résultat : des étudiants ou des ouvriers sans-papiers, sans aucun rapport avec les agressions bien sûr, arrêtés et expulsés, et pendant plusieurs mois une véritable terreur parmi les étudiantes à la sortie de la fac à certaines heures.

Gens de Reynerie solidaires



Comme nous disons « Il y a un seul peuple en France », nous disons : « il y a une seule jeunesse, qui est l'avenir du pays ».

La situation de la jeunesse de France, le sort qui lui est fait actuellement dans ce pays, les choix qui sont offerts aux jeunes eux-mêmes et les impasses où ils s'enferment nous préoccupent beaucoup. D'où vient que les jeunes, les enfants, et plus particulièrement les enfants des quartiers populaires, sont déclarés officiellement « ennemis publics », à surveiller, encadrer, fiché, enfermer ? Quelle société, quel pays créent les lois dites « anti-jeunes » ? Que faire, que proposer pour contrer cette politique et avancer un autre possible ?

Le texte ci-dessous a été élaboré lors des réunions du Collectif du Mirail. Il énonce les axes sur lesquels nous proposons de commencer à intervenir auprès des jeunes et des adultes.

1. IL Y A UNE SEULE JEUNESSE :

De Mitterrand/Chevènement (« les sauvageons ») à Sarlozy/Fillon (« la racaille »), la politique des gouvernements depuis 25 ans vise à

criminaliser la jeunesse des quartiers populaires, à les présenter comme fondamentalement (génétiquement ?) différents des autres jeunes du pays, comme des « étrangers inassimilables » (même s'ils sont français), comme des ennemis, potentiellement

dangereux, à surveiller, contrôler, enfermer...

Sarkozy a institutionnalisé cette politique, à coups de battage médiatique, en faisant voter les lois dites « anti-jeunes » : Lois Perben 1 et 2, réforme de la législation des mineurs, etc ...

Ainsi, peu à peu, s'est installée l'idée qu'il y aurait en France 2 jeunessees : une jeunesse instruite, majoritairement blanche et considérée comme « civilisée », et une jeunesse populaire,

majoritairement colorée et considérée comme « barbare ».

Séparées par la politique étatique, ces deux jeunessees sont aussi séparées dans les consciences, celles des jeunes eux-mêmes comme celles des parents : chacune a ses révoltes, provoquées par des motifs différents (réformes de l'éducation/ exactions policières). Il ne semble pas y avoir de rencontre possible. L'épisode du CPE illustre cette opposition de

façon caricaturale : n'y a-t-on pas présenté des « bandes cagoulées » de banlieusards des cités agressant les manifestants étudiants pour s'emparer de leurs portables ? Ainsi était étouffée dans l'oeuf la seule possibilité d'une force réelle face au gouvernement : **la conscience d'être les mêmes, et d'agir ensemble pour l'affirmer.**

Nous proposons de revenir au réel, au fait **qu'il y a en France un seul peuple, un seul territoire,**

dont font partie les quartiers populaires, et une seule jeunesse, qui doit se rencontrer et inventer un pays pour tous.

2. TOUT NE SE VAUT PAS :

Beaucoup de gens, et en particulier des jeunes, sont convaincus que ce qu'ils pensent, ce que pensent les autres, n'a pas d'importance. Or, **les positions que l'on soutient ont des conséquences** sur la façon de considérer et de traiter l'être humain, sur la façon de se considérer soi-même et sur la façon dont on accepte d'être traité. Chaque discours, chaque pensée politique soutient une certaine idéologie. Il en découle alors une façon particulière de percevoir et de traiter l'humain.

Un des critères utilisés aujourd'hui par l'état pour « évaluer » l'humain est son « utilité ». Les jeunes des quartiers seraient moins utiles que les jeunes issus de milieu bourgeois, les jeunes faisant des études littéraires seraient moins utiles que les jeunes faisant du commerce...

Il ne s'agit pas que d'un discours, mais bien d'une politique, d'une série de décisions et d'actions mises en place dans le réel de la vie des gens. Certaines parties de la population sont déjà considérées comme inutiles : les RMISTES par exemple, qu'il faut « remettre au travail », les familles des ouvriers étrangers, dont le droit au regroupement familial devient quasiment impossible à appliquer, les ouvriers au chômage ou malades, etc ...

Accepter de raisonner sur cette base, c'est transformer les personnes en objets, en marchandises. C'est au nom de leur « utilité » que l'état prétend trier les gens. Politique à l'oeuvre dans tous les ministères, et bien sûr l'Education Nationale. La réforme Pécresse bien sûr, qui prétend ne conserver que les filières d'enseignement et de recherche « rentables », mais aussi dès le plus jeune âge, avec les « Réseaux Ambition Réussite », qui visent à sélectionner les « meilleurs » élèves des quartiers populaires pour leur faire rejoindre les établissements du centre-ville.

Avec comme résultat tragique que beaucoup de jeunes qui ne sont pas « choisis » intériorisent l'échec, se sentent incapables et s'enferment d'eux-mêmes dans la case que l'état leur a désignée.

Au lieu de penser l'utilité des gens, nous proposons de penser l'égalité. Ces deux positions ne se valent pas car elles n'ont pas du tout les mêmes conséquences sur la vie des gens et sur leur capacité à exister face à l'état : d'un côté on a des gens défaits, soumis au jugement étatique, enfermés dans le « chacun pour soi », de l'autre, on a des gens debout, conscients de leur valeur, capables de penser les droits pour tous et de se battre ensemble pour les gagner.

" La radicalité ne se joue pas dans le degré de violence face à l'état. Elle réside dans notre capacité à créer, pratiquer et proposer une politique à distance de l'état, une politique inventive dont l'état n'est pas le centre."

Penser l'égalité, c'est par exemple réfléchir sur la question de l'école : à quelles conditions peut-elle être pour tous les enfants ? Comment en faire partout un lieu d'apprentissage et d'ouverture ?

Comment permettre à chacun d'accéder au savoir et à la formation ? etc... et intervenir à partir de là dans les situations concrètes.

3. UNE POLITIQUE POUR LES GENS, PAR LES GENS, C'EST POSSIBLE.

Beaucoup de gens font à juste titre le bilan qu'il n'y a rien à attendre des partis et du système parlementaire. Mais en même temps, ils n'arrivent pas à réfléchir autrement qu'en termes de nombre, de pression, d'opposition...

Pour notre part, nous avons décidé de nous dégager de la politique parlementaire, et, en comptant uniquement sur nous-mêmes, tels que nous sommes, nous inventons une autre façon de faire la politique. Nous commençons à avoir une expérience solide, et des éléments de réponse éprouvés.

Le premier point, c'est d'arriver à se dégager de la politique étatique : il se s'agit pas simplement de s'opposer à la politique de l'état, d'être contre. Il faut avancer nos propres propositions, pratiquer notre propre conception de la politique. La radicalité ne se joue pas dans le degré de violence face à l'état. Elle réside dans notre capacité à créer, pratiquer et proposer une politique à distance de l'état, une politique inventive dont l'état n'est pas le centre.

Ce n'est pas facile d'énoncer ce qu'on veut. Il est bien plus confortable de s'opposer, de refuser, parce qu'on est plus nombreux, le consensus est plus facile. Mais on a alors une force apparente, une force fragile, parce que si l'état ne cède pas (et il ne cède plus, chacun peut le voir), que faire ? C'est l'épreuve de force, et comme on est

sur le terrain de l'état, c'est en général lui le plus fort.

Il ne s'agit pas bien sûr d'aller planter ses choux et de vivre comme si on n'était pas dans le monde. Au contraire, il s'agit d'être de ce qui se passe, d'être de la transformation des situations, là où on est, sur le moment. Ce que nous appelons le « *ici et maintenant* ». Ainsi, après avoir longtemps tout attendu des institutions, des habitants de quartiers populaires commencent à s'organiser entre eux. Ils tiennent à s'affirmer comme adultes, soucieux de tous les jeunes du quartier et pas seulement de leurs enfants. Dans le même esprit, ils cherchent à calmer le jeu lors des affrontements avec la police, et n'hésitent plus à interpellier les uns et les autres sur leurs pratiques et leurs attitudes.

Partir du « pour tous » nous oblige à raisonner et à proposer des initiatives en termes d'égalité, de respect, de droit, et permet d'éviter les impasses de l'agitation. Par exemple, nous voulons l'abrogation du CESEDA, mais d'ici là, nous réfléchissons comment, point par point, en bloquer l'application au maximum dans la pratique. Nos victoires ne se voient souvent pas, car elles sont des arrestations, des expulsions ... qui n'ont pas eu lieu.

Au contraire du « coup médiatique », ce ne sont pas des feux de paille et les gens en ressentent leurs effets au quotidien : moins de pression policière, plus de tranquillité, la conscience de n'être pas isolé, le sentiment de comprendre et mieux maîtriser ce qui nous arrive et la découverte qu'on peut intervenir dans les situations pour changer les choses.

Le deuxième point, c'est qu'il faut se présenter et non représenter ou se faire représenter : La politique est de l'ordre de la rencontre, de la décision subjective. C'est là encore une rupture radicale : Même les groupes ou organisations qui ne sont pas dans le système parlementaire réfléchissent en termes de nombre, de pression, de représentation d'un groupe de pensée ou d'intérêt.

Nous avançons l'idée que personne ne sait à la place des gens ce qui est bon pour eux, et surtout pas l'état. Nul n'est autorisé à imposer à une personne ce qu'il doit penser, à lui dire comment mener sa vie, à quelle place il doit se mettre et rester.

Nous proposons à chacun de « *s'autoriser de soi-même* », c'est-à-dire de soutenir l'idée que la pensée et la vie de chacun valent quelque chose. Nous proposons à chacun non de parler pour les

autres, mais pour soi, non de représenter, mais de se présenter, c'est-à-dire se déclarer publiquement, s'adresser à tous pour dire ce qu'on pense, en son nom propre, et de façon organisée.

• " **Au lieu de penser l'utilité des gens, nous proposons de penser l'égalité.**"

C'est ce que nous faisons régulièrement, lors de nos rassemblements et manifestations. Notre interlocuteur principal, ce n'est pas l'état, c'est les gens, tous ceux qui nous rencontrent. Ainsi, les ouvriers sans-papiers, en se montrant, et se présentant devant tous dans leur réel d'ouvriers du pays ont obligé l'état à reconnaître qu'ils travaillent.

Il faut oser faire le pas, sans attendre après les autres, se déterminer à partir de sa propre conviction, et accepter qu'elle ne soit pas partagée par tous.

La politique est forcément organisée, car elle est l'expression d'une volonté et d'une capacité collective. La question est : quel type d'organisation ? Pour notre part, nous expérimentons une forme nouvelle, que nous appelons : « à distance de l'état » :

Nous ne sommes pas un parti, parce que nous nous sommes organisés sur le principe de l'égalité : il n'y a pas les penseurs et les militants, les lettrés et les autres. Pour nous, la pensée est action, et c'est ensemble que nous élaborons notre politique, lors de réunions où chacun apporte ses compétences et parle à égalité. Nous tirons notre légitimité de nous-mêmes, de notre propre décision d'intervenir dans la situation pour la transformer et des principes « pour tous » qui la fondent.

Nous tenons compte de la politique de l'état, mais nous n'en prenons pas le contre-pied, nous cherchons à élaborer nos propres propositions et à les mettre en oeuvre. Par exemple, il nous arrive d'interpeller l'état ou ses représentants (préfet, recteur, maire...) sur certains points, et de discuter, mais toujours à partir de nos affirmations, et particulier du principe fondamental que tous les habitants du pays comptent à égalité, et doivent avoir les mêmes droits. C'est en cela que nous sommes « à distance de l'état », parce que le centre de notre politique n'est pas l'état, mais nous-mêmes, ce que nous voulons, et que nous commençons dès lors à pratiquer.

Que, venus d'horizons différents, hommes et femmes, jeunes, adultes, français, étrangers,

ouvriers, employés enseignants, avec et sans-papiers, nous osions nous rencontrer sur des principes communs, sur l'objectif d'un pays pour tous, où chacun est respecté, c'est déjà en soi la preuve d'un autre possible : à la volonté étatique de séparer les gens, de les mettre dans des cases (« français », « immigré », « étudiant », « jeune des quartiers »...), on oppose un autre réel, dans la durée.

La politique que nous proposons ne s'appuie pas sur un savoir pré-établi qu'il s'agirait d'appliquer mais sur la capacité des gens eux-mêmes à inventer, à créer de nouveaux possibles à un

moment donné à partir de leur vie, de leur histoire, de leur subjectivité. Elle est accessible à qui le décide. Le travail que nous entamons auprès des jeunes est de cet ordre-là : il s'agit de permettre que les jeunes qui le veulent, différents et pourtant les mêmes, se rencontrent et s'organisent pour affirmer à tous et pratiquer ensemble, sur des questions précises, qu'en France il y a une seule jeunesse, qui est l'avenir du pays

Mis en forme par Brigitte et Clémentine



L'Europe peut être pour tous, ouverte, porteuse d'avenir pour les peuples et d'une autre parole dans le monde.

Quelle Europe se construit maintenant ? une Europe complètement fermée. Ca pourrait être autrement, on n'est pas obligés d'être cernés de murs, d'empêcher les pauvres de circuler. Ca pourrait être une Europe pour tous.

L'Europe-Forteresse, c'est le choix politique qui est fait aujourd'hui par les gouvernements européens. Tout est fait pour cadenasser les frontières, empêcher les pauvres du monde d'entrer. C'est le dispositif Frontex de surveillance des frontières, avec toute la technologie ultra-moderne, sur mer, sur terre, dans les airs.... C'est les camps de rétention en Europe mais aussi dans les pays "frontaliers" comme la Lybie, la Tunisie, le Maroc..... Ceux qui veulent venir sont "tracés", comme du bétail. On dirait qu'on n'est pas de la même espèce, qu'il y a le genre humain, dont les européens font partie, et les sous-hommes, c'est-à-dire les pauvres du monde, on dirait qu'il y a les inférieurs et les supérieurs. Pour moi, c'est une régression terrible.

Je pense important de prendre les gens en considération. Il faut bien comprendre qu'on n'empêchera pas les gens de fuir leur pays s'ils ne peuvent plus y vivre à cause de problèmes économiques ou politiques. Ce n'est pas une solution de fermer. Là, c'est comme une sorte de jeu du labyrinthe où tu entres, avec des barrières partout et il faut trouver la sortie. Les gens vont tout faire pour y arriver. Parce que c'est leur choix. Pour eux, c'est déjà une question de vie ou de mort.

Tous ces murs, ces camps, ces policiers... obligent ceux qui entrent à rester. Ils les enferment en Europe. S'il y avait des visas, que les gens pouvaient circuler entre leur pays d'origine et l'Europe, ils ne se sentiraient pas obligés de s'installer parce qu'ils pensent ne pas revenir.

Il ne faut pas accepter cette Europe fermée. Il est important de se battre pour une Europe ouverte, une Europe pour tous. Il faut faire tomber tous ces murs, qui créent des tensions à l'intérieur comme à l'extérieur.

Je pense qu'il est important d'interpeller les gens sur l'Europe, quelle Europe on veut. Ca pose la question de l'identité européenne : Si on ne fait pas attention, c'est une identité qui se construit non pas de façon positive, mais en opposition à une autre identité, une autre catégorie, contre les africains, les pauvres du monde. On voit bien que même en Europe, ceux qui sont très pauvres ne sont pas considérés comme des européens. Je pense aux roumains bien sûr, et aux bulgares. Ils n'ont pas les mêmes droits que les autres. Pourquoi ?

On dirait que les européens sont une espèce à part, comme ces animaux en voie d'extinction qu'il faut préserver. Ils pensent l'Europe comme une sorte de grande réserve.

Est-ce que c'est ça être Européen ?

Moi, je dis que je suis européenne, même si je suis algérienne. En Europe, il y a nous tous, nés Européens ou pas, les gens qui y vivent, y bougent, y construisent. On est égaux. Tout le

monde devrait pouvoir bouger et s'installer où il veut.

Pour moi, la politique européenne actuelle, ce n'est pas la construction de l'Europe, c'est sa destruction :

Cette peur des autres, des gens, n'est pas justifiée, car les gens ont toujours bougé, se sont installés partout en Europe. En quoi est-ce que ça nuit à L'Europe ? Au contraire, c'est un plus. De tout temps l'Europe s'est enrichie du contact avec les autres cultures, que ce soit la Chine, L'Afrique ou l'Amérique. Est-ce que l'Espagne serait l'Espagne sans les arabes ? Est-ce que la France serait la France sans les africains ? Et l'Italie sans les chinois et Marco Polo ? Il faut un peu d'ouverture pour progresser. Actuellement, l'Europe n'évolue pas, elle se renferme. Elle n'est pas tournée vers l'avenir mais vers le passé.

Pour moi, cette politique, c'est une façon de couper l'Europe du monde, elle s'isole de plus en plus, et pas seulement physiquement. Tout est à sens unique : les Européens peuvent sortir pour aller dans d'autres pays mais ils interdisent leur territoire aux autres. Ils fixent les règles du jeu en leur faveur. C'est une injustice flagrante, qui engendre du ressentiment contre eux. Quand Sarkozy était président de l'Europe, il parlait tout

le temps de la grandeur de l'Europe. Mais tout ce qu'il a su faire, c'est généraliser les camps et l'enfermement de gens qui n'ont rien fait de mal, qui travaillent, et monter une armée européenne des frontières, la fameuse Frontex. L'armée européenne, c'est une armée contre les pauvres et les malheureux du monde entier ! Je n'appelle pas ça de la grandeur.

Cette Europe de Frontex, on n'en veut pas. ***On veut une Europe ouverte, pour tous, qui va de l'avant,*** quelles que soient les origines, les religions, les coutumes...

Il faut bien comprendre que les gens qui viennent ne nuisent pas à l'Europe. Au contraire, c'est une richesse : Ils viennent pour travailler, construire, se marier, avoir des enfants et les élever. Ils sont courageux, entreprenants, ils ne s'effondrent pas au premier coup dur. Une Europe qui accueille les gens du monde entier, c'est une Europe vivante.

Pour moi, l'Europe peut être très grande, riche et puissante, porteuse d'avenir et d'une autre parole dans le monde, à condition de s'ouvrir aux autres et de se construire sur la base de l'égalité. Nous, les ouvriers du Rassemblement et leurs amis, on y travaille.

Zoubida.



Si l'état respecte l'ouvrier, il respecte tout le monde dans le pays !

1°) Comme le dit un ouvrier sans-papier du Rassemblement : *"l'ouvrier n'a plus de droits, mais la police, elle, a tous les droits"*. Comment gagner le respect de tous les habitants du pays ? Quelle politique mettre en oeuvre ?

2°) Chacun peut voir aujourd'hui que *"l'immigration choisie"* de Sarkozy a été mise en place pour faire accepter à tout le monde l'idée suivante : c'est à l'état et aux patrons (parfois avec les syndicats), de décider complètement de la vie des gens. *"L'immigration choisie"* qui cible les ouvriers étrangers, s'étend avec les licenciements et les "réformes" à tous les ouvriers, employés, étudiants...eux aussi mis en situation d'être "choisis". Comment s'organiser ensemble, pour une politique du côté des gens, à distance de l'état, où chacun compte ?

3°) Le Ministère de l'immigration propose de nous expliquer ce qu'est "un bon citoyen" : celui qui accepte la persécution des ouvriers, des étudiants, des réfugiés, des malades...sans-papiers. Là aussi, nous en arrivons au "citoyen choisi" par l'état et le gouvernement.

Quelle idée positive du pays, pour tous les habitants, sommes-nous capables de porter et de mettre en oeuvre ? Comment ne pas accepter la séparation du peuple entre "français" et "immigrés" que met en place le gouvernement avec la loi CESEDA et le ministère de l'immigration ?

Sur chacun de ces points nous ferons des propositions de débat, de travail et d'organisation au **RASSEMBLEMENT-DEBAT du 27 Juin.**

***L'ouvrier compte, son travail compte.
Il faut l'égalité, les droits et le respect pour tous.
Osons lever la tête, nous battre ensemble
pour un pays pour tous.***

VEZ-NOUS RENCONTRER ET EN DISCUTER AU

RASSEMBLEMENT-DEBAT
Samedi 27 Juin à 16h30,
Place du Capitole

POUR NOUS RENCONTRER :

LE RASSEMBLEMENT TIEN DES PERMANENCES JURIDIQUES TOUS LES LUNDIS DE 17H À 19H
NOUS SOMMES PRÉSENTS TOUS LES DIMANCHES AU MARCHÉ SAINT-SERNIN, DE 11H À 12H
DES REUNIONS REGULIERES SE TIENNENT LE SAMEDI A 18H, LE MERCREDI ET LE JEUDI A 18H30,
A REYNERIE ET EN CENTRE VILLE

POUR PLUS D'INFOS NOUS JOINDRE AU : 06-13-06-94-62 OU

NOUS ÉCRIRE À : ouvriersgensdici@free.fr

SUR INTERNET, RETROUVEZ-NOUS SUR : <http://ouvriersgensdici.free.fr>

~ SOMMAIRE ~

- ◆ *Editorial : Nos propositions, page 1 ;*
- ◆ *L'ouvrier compte, son travail compte, sa vie compte ! Page 2 ;*
- ◆ *Quand le gouvernement propose d'être "français et fier de l'être" au nom des expulsions et de la persécution des ouvriers étrangers et de leur famille, Page 3 ;*
 - ◆ *Communiqué de "Gens de Reynerie solidaires", Page 6 ;*
- ◆ *Comme nous disons « Il y a un seul peuple en France », nous disons :
« il y a une seule jeunesse, qui est l'avenir du pays », Page 7 ;*
- ◆ *L'Europe peut être pour tous, ouverte, porteuse d'avenir pour les peuples et d'une autre parole dans le monde, Page 10 ;*
- ◆ *Appel au Rassemblement-Débat du samedi 27 Juin, Page 11*